

Convention collective

IDCC : **8831** | **EXPLOITATIONS FORESTIÈRES, SCIERIES AGRICOLES
ET PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE**

(Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère et Puy-de-Dôme)

(16 septembre 1986)

(Étendue par arrêté du 6 février 1987,

Journal officiel du 1^{er} mars 1987)

Avenant n° 46 du 11 janvier 2022

NOR : AGRS2297029M

IDCC : 8831

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Syndicats des exploitants forestiers et scieurs des départements suivants :
Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme ;**

**Syndicats des propriétaires forestiers, sylviculteurs des départements sui-
vants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Syndicats de la fédération générale de l'agro-alimentaire CFDT des départe-
ments suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme ;**

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC Agri ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

(Voir la page suivante.)

Les dispositions de l'annexe I de la convention collective sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Grille des salaires des travailleurs au temps

A. Personnel ouvrier

(En euros.)

Niveau	Échelon	Coefficient	Taux horaire à compter du 1 ^{er} février 2022	Salaire mensuel sur la base de 151.67 heures (35 heures hebdomadaires)
I	A B	100	10,57	1 603,15
II	1 C	105	10,61	1 609,22
	2 D	110	10,64	1 613,77
III	1 E	115	10,68	1 619,84
	2 F	125	10,70	1 622,87
	3 G	135	10,72	1 625,90
IV	1 H	150	10,76	1 631,97
	2 I	170	11,09	1 682,02
	3 J	200	12,02	1 823,07

B. Personnel administratif, commercial et technique

(En euros.)

Niveau	Échelon	Coefficient	Taux horaire à compter du 1 ^{er} février 2022	Salaire mensuel sur la base de 151.67 heures (35 heures hebdomadaires)
ACT 1		100	10,57	1 603,15
ACT 2	1 ^{er} échelon	110	10,64	1 613,77
	2 ^e échelon	120	10,69	1 621,35
ACT 3	1 ^{er} échelon	135	10,72	1 625,90
	2 ^e échelon	150	10,76	1 631,97
ACT 4		170	11,09	1 682,02
ACT 5	1 ^{er} échelon	190	11,85	1 797,29
	2 ^e échelon	210	12,44	1 886,77
ACT 6	1 ^{er} échelon	240	13,49	2 046,03
	2 ^e échelon	270	14,56	2 208,32

C. Agent de maîtrise

(En euros.)

Niveau	Échelon	Coefficient	Taux horaire à compter du 1 ^{er} février 2022	Salaire mensuel sur la base de 151.67 heures (35 heures hebdomadaires)
AM 1		190	11,85	1 797,29
AM 2	Échelon 1	230	13,14	1 992,94
	Échelon 2	270	14,56	2 208,32
AM 3	Échelon 1	320	16,35	2 479,80
	Échelon 2	370	18,15	2 752,81

D. Cadres

(En euros.)

Niveau	Coefficient	Taux horaire à compter du 1 ^{er} février 2022	Salaire mensuel sur la base de 151.67 heures (35 heures hebdomadaires)
C 1	280	14,92	2 262,92
C 2	360	17,79	2 698,21
C 3	420	19,94	3 024,30
C 4	460	21,40	3 245,74
C 5	480	22,09	3 350,39
C 6	510	23,18	3 515,71
C 7	550	24,60	3 731,08
C 8	600	26,40	4 004,09

Article 2

La valeur du point de la prime d'ancienneté est fixée à 5,45 € à compter du 1^{er} février 2022.

Article 3

Aucun salaire ne peut être inférieur au Smic et en tout état de cause, il convient pour déterminer la rémunération, de faire application de l'article 32 de la loi du 19 janvier 2000 modifiée instaurant une garantie mensuelle de rémunération et de l'article 6.6 de l'accord national du 23 décembre 1981 relatif à la garantie de rémunération lors du passage aux 35 heures.

Article 4 | Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de cinquante salariés

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et de cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme dont les garanties ont tenu compte lors de leur définition de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 5

Le présent avenant prend effet au 1^{er} février 2022.

Article 6

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Lempdes, le 11 janvier 2022.

(Suivent les signatures.)